

Revue de presse du 12 mai 2026

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  située en haut à gauche de cette page Résana.

Loup

- Capturé en forêt, un loup a été anesthésié et pris en charge par les services de l'État en Seine-Maritime – Actu 76

Économie

- Entreprise. A Lillebonne, ce nouvel espace veut séduire jeunes entrepreneurs et PME

Sécurité

- Évacuation urgente du collège Raoul Dufy ce lundi au Havre : que s'est-il passé ? – Actu 76
- Près du Havre. Dégradations, tags insultants et menaçants : qui peut bien en vouloir à la Maison de l'Estuaire ? – Le Courrier Cauchois
- Un immeuble évacué pour une alerte à la bombe à Dieppe : « tout le monde flippait » - Actu 76
- Une cycliste est morte près de Rouen, après un accident avec un automobiliste – Actu 76
- Sans permis et alcoolisé à 2,3 g, un conducteur finit sa course contre un feu tricolore – France 3 Normandie

Justice

- "On nous a laissés dans le flou." Trois auto-écoles ferment brutalement, les élèves se retrouvent sans permis et sans argent ! – France 3 normandie
- Ado tué au Havre : parfois sujet à des délires, l'accusé se victimise plein pot – Paris Normandie

Travaux et aménagement

- À Rouen, le foyer des Cèdres qui accueille des personnes vulnérables va fermer à la fin de l'année 2026 – Ici Seine Maritime

Travail

- 100 700 projets de recrutement en Normandie en 2026 – Ouest France

Politique

- Meetings, réunions d'appartement... Comment Édouard Philippe compte être "le" candidat de la droite pour la présidentielle 2027 – France 3 Normandie

Santé

- Quelles sont les solutions face à la pénurie de dermatologues qui s'aggrave en Normandie ? - Paris Normandie

Violence

- ENQUÊTE. « Nous ne sommes pas les seules » : un professeur de piano aurait abusé d'élèves en Normandie – Ouest France

Environnement

- Météo. Des gelées blanches attendues sur une partie de la Seine-Maritime – Le Courrier Cauchois

Agriculture

- Seine-Maritime. "Restaurer la confiance" : comment des associations locales agissent face à la crise agricole – Le Courrier Cauchois

actu.fr

Capturé en forêt, un loup a été anesthésié et pris en charge par les services de l'État en Seine-Maritime

Sébastien Aliome

4-5 minutes

Une femelle loup a été capturée près de Londinières ce dimanche 10 mai. Elle a pu être endormie et emmenée en lieu sûr par les services de l'État lors d'une journée très animée.

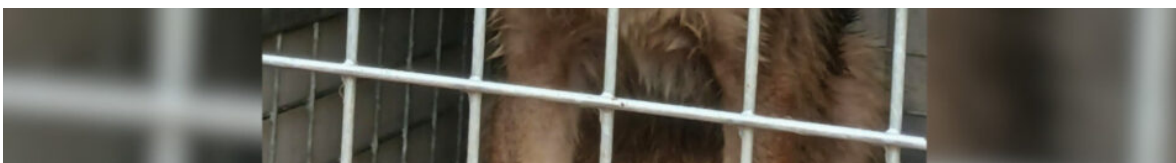
Sur le même thème

[Animaux](#)

[Pays de Bray](#)

Article réservé aux abonnés





La louve capturée en Pays de Bray a pu être déplacée par les autorités compétentes et mise en sécurité. ©Photo fournie au Réveil

Par [Sébastien Aliome](#) Publié le 11 mai 2026 à 10h53

Ce **dimanche 10 mai 2026**, c'était branle-bas de combat dans la petite commune de **Saint-Pierre-des-Jonquières**, près de [Londinières](#) (**Seine-Maritime**). Un loup, ou plutôt une louve a été **capturée et anesthésiée** avant d'être emmenée dans un lieu sûr et adapté.

Et cela a pris une bonne partie de la journée. On vous raconte.

Un gros déploiement pour s'occuper de la louve

Dans la matinée de ce 10 mai, **des chasseurs** présents dans une forêt découvrent la louve prise dans un petit piège à renards. Un piège qui ne blesse pas les animaux, bien loin de l'image des anciens pièges que nous pouvons avoir en tête. L'[animal](#) se situe entre la route de la Trinité et la D920 qui relie **Londinières à Smermesnil**, dans un secteur boisé.

Aussitôt, ils appellent la [gendarmerie](#). Dès lors, c'est tout un déploiement qui se rend dans le village. « Il y a eu les gendarmes, les services de l'État, les services vétérinaires de protection de la population, mais aussi un vétérinaire du parc de Clères et des jeunes agriculteurs. Nous étions également trois élus sur place » décrit **Bénédicte Biller**, maire de la commune.

Que faire de la louve ?

Tous les protagonistes échangent alors afin de savoir ce qu'il va advenir de la louve apeurée et trempée en cette journée de pluie.

Il a été décidé que ce serait le vétérinaire du SDIS (Service départemental d'incendie et de secours) de Seine-Maritime qui s'en charge.

Le professionnel parvient à endormir la bête avec un fusil à flèches hypodermiques. La louve est alors prise en charge par les services de l'État.

Il a d'abord été envisagé de la relâcher sur les lieux, après analyses. Mais face à l'inquiétude des agriculteurs présents et après réflexion, la louve a été emmenée, et même escorté dans une cage, jusqu'au parc de **Muchedent en vallée de la Varenne** qui détient des loups et des bisons. « Elle va d'abord être mise en quarantaine par les équipes spécialisées sur place. Toute cette procédure aura duré de 10 h 30 à 17 h environ » conclut **Bénédicte Biller** qui veut saluer le déploiement et la mobilisation de l'ensemble des services qui sont intervenus cette fin de semaine dans sa commune.

Une zone de dispersion des loups

Quant à savoir s'il s'agit du spécimen vu au mois de mars 2026 du côté de **Wanchy-Capval** dans le [Pays de Bray](#), impossible de le dire avec certitude. Rappelons toutefois que depuis son **retour en France** dans les années 1990, le loup est en phase d'expansion naturelle. Des individus, souvent jeunes, peuvent parcourir plusieurs centaines de kilomètres.

La Seine-Maritime se situe aujourd'hui dans une **zone de dispersion**. « La présence d'un loup ne signifie pas nécessairement son installation, comme le montrent les précédents épisodes dans le département, l'installation est caractérisée uniquement lorsque des indices de présence sont relevés sur une période de deux ans » soulignent les

services de la préfecture.

Rappelons enfin que le loup est un animal protégé.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

[lecourriercauchois.fr](https://www.lecourriercauchois.fr)

Entreprise. A Lillebonne, ce nouvel espace veut séduire jeunes entrepreneurs et PME

Cédric Thomire

~3 minutes

La Chambre de commerce et d'industrie Seine Estuaire (CCI) étend son offre immobilière à destination des entreprises avec l'ouverture de La Tourbière, un hôtel d'entreprises installé à Lillebonne. Situé à côté de la salle des Aulnes, dans le quartier de Tourbière, proche du centre-ville, le site propose vingt-quatre bureaux destinés aussi bien aux jeunes créateurs qu'aux sociétés déjà installées souhaitant gagner en souplesse. Les locaux abritaient auparavant une antenne de [l'organisme de formation Scholar Fab, qui a fermé le 2 août 2024](#). Cherchant à multiplier les solutions locatives pour faciliter l'implantation des entreprises, la CCI Seine Estuaire a donc décidé d'ouvrir cet hôtel d'entreprises. Elle propose ce même type de service au Havre, à Saint-Romain-de-Colbosc et à Lisieux.

De 11 à 50 m²

Avec 1 150 m² de surface locative, le bâtiment met à disposition des espaces de 11 à 50 m². *"Les surfaces peuvent être adaptées pour s'ajuster à la taille et à l'évolution de chaque activité"*, précise la CCI Seine Estuaire. Les bureaux, précâblés et sécurisés, sont accessibles

24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. La CCI mise également sur des conditions de location flexibles avec des délais de résiliation réduits.

"Je cherchais à rapprocher mon activité de mon domicile"

Pour Nathalie Charleux, dirigeante de l'entreprise Fidelio, ce nouveau site répond à un vrai besoin : *"Je cherchais à rapprocher mon activité de mon domicile, tout en restant au cœur de ma zone de chalandise, entre Rouen et Le Havre. En quittant la pépinière d'entreprises de la CCI au Vaisseau pour cet hôtel d'entreprises à Lillebonne, j'ai trouvé un cadre de travail idéal, témoigne la cheffe d'entreprise. Les bureaux sont lumineux, calmes et très accessibles"*. Nathalie Charleux ajoute que la CCI a pris en charge l'intégralité des formalités administratives. *"Je n'ai eu qu'à m'installer"*, dit-elle avec satisfaction.

Comme elle, six autres entreprises ont déjà choisi de s'y installer. Elles évoluent dans des secteurs variés comme l'enseignement, le transport ou encore les services à la personne. Les locataires disposent aussi de salles de réunion et d'espaces de convivialité favorisant les échanges professionnels.

Des formations

Dans le même bâtiment sont proposés [différentes formations par l'ESCCI et l'EM Normandie Compétences](#), dans les domaines du commerce et de la gestion des entreprises, allant du niveau bac à bac +2.

Contact pour l'hôtel d'entreprises : Tél. 02 35 24 76 00 ; Mail : location@seine-estuaire.cci.fr.

actu.fr

Évacuation urgente du collège Raoul Dufy ce lundi au Havre : que s'est-il passé ?

Eloïse Aubé

~3 minutes

Ce lundi 11 mai 2026 en fin de matinée, les élèves, enseignants ainsi que le personnel administratif du collège Raoul Dufy au Havre ont été évacués. Détails.

Sur le même thème

[Attentats](#)

[Enfants](#)





Le collège Raoul Dufy au Havre a été entièrement évacué ce matin à la suite d'une alerte à la bombe. (©EA/76actu)

Par [Eloïse Aubé](#) Publié le 11 mai 2026 à 14h37 ; mis à jour le 11 mai 2026 à 16h28

Stupeur pour les élèves et le corps professoral du **collège Raoul Dufy** au [Havre](#) (Seine-Maritime). Ce lundi 11 mai 2026, à 10h50, l'établissement a été entièrement évacué, confirme le rectorat de Normandie à *76actu*.

Cette évacuation est liée à une **alerte à la bombe**. D'après une source policière, un message menaçant a été diffusé sur les réseaux sociaux. Message que nous avons pu voir, poussant l'établissement à prendre les mesures de sécurité nécessaires.

Retour en classes

Les forces de l'ordre sont rapidement intervenues sur place et les parents d'élèves ont été prévenus. « En cinq minutes, tout le collège [800 élèves] a été évacué vers le lycée Porte Océane. Ce n'était pas du tout la panique », témoigne Anne-Sophie Garnier, enseignante de physique chimie au sein du collège.

La directrice est passée dans chacune des classes pour nous demander d'évacuer. Au départ, on ne savait pas pourquoi.

Après vérification, l'ensemble des personnes évacuées est retourné dans l'établissement en début d'après-midi, précise le rectorat.

Ce n'est pas la première fois que de telles menaces sont proférées à l'encontre des établissements scolaires. En janvier 2025, le lycée François 1er avait dû, lui aussi, être [évacué](#). Plus récemment encore,

une menace d'attentat avait été proférée à l'encontre du collège Sainte-Croix à Montivilliers, comme nous vous le révélions dans [cet article](#).

Suivez l'actualité du Havre sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

[lecourriercauchois.fr](https://www.lecourriercauchois.fr)

Près du Havre. Dégradations, tags insultants et menaçants : qui peut bien en vouloir à la Maison de l'Estuaire ?

Luc Gallais

3-4 minutes

Des salariés de l'association de protection de la nature, qui gère la [réserve naturelle de l'estuaire de la Seine](#), ont fait la découverte de plusieurs actes malveillants commis jeudi 7 mai en soirée ou durant la nuit suivante. De l'huile de vidange en quantité importante (au moins une vingtaine de litres, NDLR) a été déversée sur un des observatoires à oiseaux sur le sentier du marais du Hode, à Saint-Vigor-d'Ymonville (Pointe de Caux). Des cloisons à l'escalier, des planchers aux panneaux d'informations, rien n'a été épargné. Dans un autre bâtiment, utilisé par la Maison de l'Estuaire mais appartenant à [Haropa Port](#), un ancien poste d'aiguillage d'une ligne de chemin de fer, des tags menaçants signés "FLBS" ont été inscrits : "*Ont (sic) sait où vous habitez*", "*Méfiez-vous*", "*Fouté (sic) nous la paix*."

"D'un point de vue écologique, c'est assez catastrophique"

"Ces tags visent nommément deux de nos agents, commissionnés et investis dans une mission de défense de la nature, dans le but de les

intimider et de les dissuader de faire leur travail, estime [Martin Blanpain](#), directeur de la Maison de l'Estuaire, qui a porté plainte lundi 12 mai à la gendarmerie de Saint-Romain-de-Colbosc. *On a déjà eu des menaces avec des tags signés FLBS (Front de libération de la Baie de Seine) il y a une vingtaine d'années, sur des locaux incendiés au milieu de la réserve."* Certaines vannes permettant de réguler le niveau d'eau dans le marais ont également été forcées, dans le but de l'assécher. *"On a découvert ça lundi. D'un point de vue écologique, c'est assez catastrophique, en pleine période de nidification pour certaines espèces comme le butor étoilé."*



Un observatoire des oiseaux, sur le sentier du Hode, a été souillé par une quantité importante d'huile de vidange. Des tags menaçants ont aussi été découverts sur un autre bâtiment - DR

"On est dans l'incompréhension"

Des gendarmes se sont déplacés pour effectuer des prélèvements.

L'office français de la biodiversité et des pompiers ont aussi été présents sur place. *"On est dans l'incompréhension. Même s'il y a eu par le passé un certain climat conflictuel, on travaille ces dernières années dans un esprit constructif et dans la tolérance entre différents acteurs, les chasseurs comme les agriculteurs. Cette crispation n'a pas de raison d'être"*, indique Martin Blanpain. Pour ce dernier, *"les motivations restent assez obscures"* concernant la dégradation de l'observatoire des oiseaux, construit sur un ancien blockhaus de la Seconde Guerre mondiale. Un des trois équipements aménagés et finalisés en 2024 sur ce sentier, dans le cadre d'un investissement qui a coûté de l'argent public. *"Au total, avec les observatoires, les signalétiques et autres, on était à plus de 350 000€, dont la moitié a été financée par l'Etat dans le cadre du plan France Relance, précise Martin Blanpain. Le remettre en état va coûter cher."*

actu.fr

Un immeuble évacué pour une alerte à la bombe à Dieppe : « tout le monde flippait »

Maxime Cartier

~3 minutes

Ce lundi 11 mai 2026, les habitants d'un immeuble à Neuville-lès-Dieppe (Seine-Maritime) ont été évacués. Les policiers mènent une enquête pour une fausse alerte à la bombe.

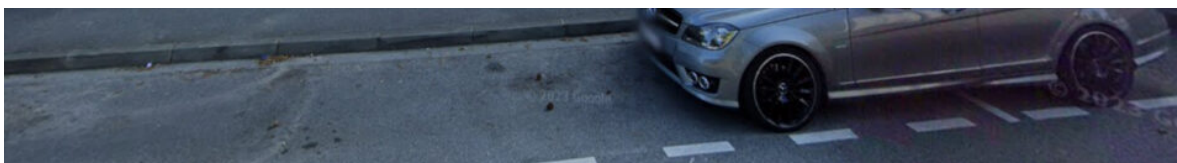
Sur le même thème

[Logement](#)

[Police](#)

Article réservé aux abonnés





Un immeuble à Neuville-lès-Dieppe (Seine-Maritime) a été évacué ce lundi 11 mai 2026. ©Google Street views

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 11 mai 2026 à 15h30

Les accès à la rue étaient bloqués, les **polices municipale et nationale** sont intervenues sur place. Drôle d'ambiance du côté de [Neuville-lès-Dieppe \(Seine-Maritime\)](#), ce lundi 11 mai 2026. « Tout le monde flippait », admet Luc Galliot. Cet habitant de l'**immeuble Magellan, rue du Dr Jean-Mérault**, a vécu un moment assez particulier. À 12 h 05, lui et tous les occupants présents dans son immeuble ont été invités à quitter les lieux.

Une fausse alerte à la bombe

« J'ai appelé ma belle-mère pour déposer le petit et les animaux », explique Luc Galliot. L'habitant était préparé au pire. L'immeuble Magellan est occupé par près d'une trentaine de personnes. Celles présentes se sont rassemblées sur le parking, sans savoir ce qu'il se passait.

« Les policiers ont frappé aux portes de chaque appartement pour évacuer », poursuit l'habitant. Si dans un premier temps il ignore pourquoi les autorités sont là, il entend de plusieurs voisins qu'il y aurait eu une alerte à la bombe.

« Un gamin se serait amusé à appeler la police », a entendu Luc Galliot. Cette information a été démentie par la police, mais quant à l'alerte à la bombe, cela est bien confirmé.

Fort heureusement, il s'agissait d'une fausse alerte. Une enquête est

néanmoins en cours.

Les habitants de retour chez eux

Pendant près de 40 minutes, les habitants ont attendu la fin de l'intervention des forces de l'ordre.

Chaque habitant a pu regagner son logement à 12 h 45.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

actu.fr

Une cycliste est morte près de Rouen, après un accident avec un automobiliste

Louise Boutard

2-3 minutes

Un cycliste est mort dans un accident de la route à La Neuville-Chant-d'Oisel (Seine-Maritime), dimanche 10 mai 2026 vers midi.

Sur le même thème

[Accident](#)

[Pompiers](#)

[Vélo](#)



Une cycliste est décédée dans un accident à La Neuville-Chant-d'Oisel près de Rouen (©Illustration / Adobe Stock)

Par [Louise Boutard](#) Publié le 10 mai 2026 à 17h00 ; mis à jour le 10 mai 2026 à 17h04

Une cycliste est décédée dans un **accident de la route** face à une voiture, [près de Rouen](#) (Seine-Maritime), dimanche 10 mai 2026 vers midi.

Une femme de 35 ans décédée

À 12 h 16 précisément les secours ont été appelés pour intervenir suite à un accident impliquant un vélo et une voiture sur la D6014 à **La Neuville Chant d'Oisel** près de Rouen.

La cycliste, **une femme de 35 ans**, a été déclarée décédée sur place par le médecin du SMUR, tandis que le conducteur de la voiture, **un homme de 29 ans, a été « choqué »**, d'après la description du Sdis 76 (Service Départemental d'Incendie et de Secours de Seine-Maritime).

À lire aussi



- [Pont de Normandie : les cyclistes se mobilisent ce vendredi 8 mai pour dénoncer une traversée « hautement dangereuse »](#)

Quatre engins et huit sapeurs-pompiers dont un chef de groupe sont intervenus sur cette opération. La circulation a été bloquée dans les

deux sens le temps de l'intervention.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

france3-regions.franceinfo.fr

Sans permis et alcoolisé à 2,3 g, un conducteur finit sa course contre un feu tricolore

Yves Asernal

2-3 minutes

Un homme de 45 ans, sans permis et avec plus de deux grammes d'alcool dans le sang, a terminé sa course sur le terre-plein central du boulevard Gambetta à Rouen, dimanche 10 mai 2026. Une employée du SAMU, présente sur place, lui a retiré ses clefs de voiture avant l'arrivée de la police. Il est en garde à vue.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Un homme de 45 ans a été placé en garde à vue dans la nuit du dimanche 10 mai au lundi 11 mai 2026, après un accident sur le boulevard Gambetta à Rouen.

Vers 22h15, son véhicule a terminé sa course sur le terre-plein central,

renversant un feu tricolore et mettant hors-service les autres feux sur le carrefour.

Une employée du SAMU de retour d'intervention, s'est approchée du conducteur pour s'assurer de son état. L'homme lui ayant indiqué ne pas être blessé, elle l'a vu tenter de redémarrer son véhicule et lui a retiré ses clefs en attendant l'arrivée des policiers.

Ces derniers l'ont retrouvé assis à l'arrière, l'haleine fortement alcoolisée, le discours hésitant. Le test l'a confirmé : 2,3 grammes d'alcool par litre de sang, soit plus de cinq fois le seuil d'infraction.

L'homme étant en outre dépourvu de permis de conduire, son véhicule a été immobilisé.

france3-regions.franceinfo.fr

“On nous a laissés dans le flou.” Trois auto-écoles ferment brutalement, les élèves se retrouvent sans permis

Amandine Pointel

5-6 minutes

Ils n’ont pas pu passer leur permis de conduire et veulent récupérer leur argent. Près de 450 clients de l’auto-école Asphalte 76 ont signé une pétition en ligne après la liquidation judiciaire de l’entreprise, prononcée le 28 avril 2026. L’enseigne, qui possédait trois antennes à Lillebonne, Yerville et Fréville, a brutalement fermé ses portes, laissant de nombreux élèves sans solution.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l’éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Le 28 avril 2026, le tribunal de commerce de Rouen a prononcé la liquidation judiciaire de l’auto-école Asphalte 76. Depuis, les trois agences de Lillebonne, Yerville et Fréville ont fermé leurs portes, laissant

des centaines d'élèves dans l'incertitude.

Permis interrompus, dossiers bloqués, heures de conduite perdues...

Depuis plusieurs jours, la colère monte parmi les clients de l'enseigne.

Une pétition en ligne a déjà recueilli près de 450 signatures.

À Lillebonne, colère et incompréhension dominant. *"On n'avait aucune information, on était complètement dans le flou"*, raconte Amandine, inscrite depuis février 2026.

Comme de nombreux élèves, elle dit avoir appris la fermeture... par un mail et sur les réseaux sociaux.

Avec son compte CPF, Amandine avait financé un forfait de 22 heures de conduite. *"J'ai payé 1 496 euros avec mon CPF. Aujourd'hui, je n'ai même pas pu récupérer mon dossier."*

Pour tenter de se faire entendre, plusieurs élèves ont lancé [une pétition en ligne](#) et envisagent désormais des démarches judiciaires.

"J'avais payé 1 300 euros l'année dernière, puis encore 400 euros cette année de frais de dossier", lance le co-rédacteur de la pétition, inscrit depuis janvier 2025.

Le jeune homme explique avoir déjà dû se réinscrire dans une autre auto-école pour passer rapidement son permis. *"C'est essentiel d'avoir son permis aujourd'hui, j'en ai besoin pour mon travail."*

Mais cette nouvelle inscription a un coût. *"Il me restait un peu d'argent sur mon compte CPF, donc j'ai repayé mon permis ailleurs. Mais il me doit encore environ 970 euros."*

Face à la situation, il annonce vouloir déposer plainte. *"Au départ, il y a eu beaucoup de colère. Je vais porter plainte pour escroquerie et abus de confiance."*

[L'enseigne, qui possédait trois antennes à Lillebonne, Yerville et Fréville, a brutalement fermé ses portes • © France Télévisions](#)

Ambre Couturier, elle, était inscrite depuis novembre 2025. Sans le savoir, l'entreprise était déjà en redressement judiciaire au moment de son inscription. *"On ne nous a jamais prévenus. Ils ont fait traîner les choses"*, estime-t-elle.

Après un premier passage raté du permis le 14 avril, elle devait obtenir une nouvelle date d'examen. *"On m'avait promis qu'on allait me reprogrammer une date... Et puis, plus rien."*

Aujourd'hui, elle se retrouve contrainte de repartir ailleurs, avec de nouvelles dépenses à prévoir. *"Avec un enfant et peu de revenus, c'est compliqué."*

Pour repasser son permis, elle devra désormais intégrer une nouvelle auto-école et repasser l'examen.

La stupeur touche aussi les employés de l'entreprise. Carole Duny, enseignante de la conduite et de la sécurité routière, affirme avoir découvert la fermeture... grâce à une élève.

"Si j'avais su, je n'aurais jamais signé", confie celle qui avait rejoint l'entreprise en décembre dernier.

Elle assure que le gérant lui avait promis de nombreux projets. *"Il a insisté en plus pour me prendre en tant qu'enseignante chez lui. Il m'avait promis qu'il achèterait un camion et que je serais l'enseignante du poids lourd enfin bref... Il m'a vendu du rêve."* À la place, elle dit avoir reçu *"un bulletin de salaire à zéro euro"*.

Très attachée à ses élèves, elle affirme vouloir continuer à les accompagner moralement. *"Ils sont complètement seuls dans leur désarroi."*

Interrogé par [nos confrères d'Ici Normandie](#), le gérant affirme que les clients devraient être remboursés des prestations non effectuées.

"L'auto-école a souscrit à une garantie financière pour préserver la clientèle et qu'ils soient remboursés des sommes non consommées dans l'agence."

Selon lui, les documents nécessaires ont été transmis à la mandataire judiciaire afin de déclencher les remboursements.

Dans l'attente d'éventuels remboursements, certains doivent déjà avancer de nouvelles sommes pour poursuivre leur apprentissage de la conduite ailleurs. Avec une inquiétude commune : devoir payer deux fois leur permis.

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

Ado tué au Havre : parfois sujet à des délires, l'accusé se victimise plein pot

Guillaume Lejeune

6-8 minutes

Justice. Aux assises à Rouen lundi 11 mai 2026, Massamba Gueye explique que dès sa prime jeunesse, son avenir était très mal engagé. Il a mortellement poignardé un ex-beau-frère.



Massamba Gueye, lundi 11 mai 2026, dans le box des accusés, debout derrière ses avocats, Me Valérie Giard et Loïck Marie. - Aquarelle pour Paris Normandie : William Brodrick.





Par [Guillaume Lejeune](#)

Publié: 11 Mai 2026 à 19h18 Temps de lecture: 1 min

On choisit pas ses parents, on choisit pas sa famille... Dans le box des accusés de la cour d'assises à Rouen lundi 11 mai 2026, Massamba Gueye use d'un vocabulaire choisi. Mais on le sent à fleur de peau.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Le Havrais, [poursuivi pour assassinat en récidive](#), risque la réclusion criminelle à perpétuité. Il a mortellement poignardé son ex-beau-frère de 15 ans, le 22 mars 2023. « *C'était un accident, pas un assassinat* », lance ce père de quatre enfants.

Thème du premier jour de son procès, sa personnalité. Elle est gratinée.

« Il m'a laissé seul dans la brousse »

Le jeune quadragénaire raconte que sa mère l'a confié à une nourrice « *parce qu'elle disait être habitée par une entité.* » Ça a duré jusqu'à ses 7 ans puis « *on m'a mis dans un avion. Mon père m'a accueilli avec une pancarte. Et il m'a laissé dans la brousse avec mon grand-père aveugle. Cinq ans plus tard, on m'a réexpédié en France.* »

L'avocat de la famille de la victime s'étonne qu'elle n'ait jamais parlé de cette nounou. « *Peut-être qu'elle avait honte ?* », suggère Me Bastien Suzzi. Et si Gueye se faisait des films ?

Trapu et même massif, [petit man bun derrière la tête](#), le Havrais se souvient que « *qu'on n'avait pas grand-chose à manger, j'ai volé au magasin. Puis ma mère s'est débarrassée de moi. Dans les foyers, il y avait de quoi se construire mais je n'ai pas su en profiter. On ne m'a pas aiguillé dans ce sens-là* », se corrige-t-il.

Sortie de prison et confinement

Massamba Gueye se hissera jusqu'en 3e. Mais, décidément, il n'a pas été verni. Sa sortie de prison se conjugue avec le confinement du Covid. *« Enfermé à l'extérieur », dit-il. Ce qui ne l'empêche pas « de vadrouiller d'appartement en appartement. Je me suis amusé. Jusqu'à ce qu'il y en ait une qui tombe enceinte. »*

Gueye dit aimer voir ses enfants grandir ; assure qu'il a retenu les leçons de ses [quatorze années de prison](#), par intermittence, à partir de 20 ans. Il lui arrive parfois de reconnaître ses fautes. Mais c'est surtout sa victimisation qui émerge. Son entourage lui a été préjudiciable. Il regrette de n'avoir pu bénéficier de bons soutiens pour le guider. Gueye, une grande âme au milieu d'un marigot. *« J'ai toujours avancé avec mon cœur mais je me suis fait piéger par les filles. »*

« On ne couche pas avec le voisinage ! »

Il en veut à son ex, sœur de la victime, qui lui *« a collé la honte dans le quartier. On ne couche pas avec le voisinage ! Mais j'ai pris sur moi. »* Et au passage un peu d'argent des passes de la jeune femme. Il vivait du RSA. Du proxénétisme malgré lui...

Gueye répond commence à monter dans les tours quand [l'avocate générale Soizic Guillaume](#) engage un interrogatoire gentiment serré. Son avocate, Me Valérie Giard, l'apaise avec ses questions. Elles lui permettent de confirmer l'existence de la nourrice. Et de montrer à la cour un homme abandonné jeune.

「Tout ça, c'est derrière moi. »

Massamba Gueye, accusé de meurtre en récidive.

L'occasion aussi d'aborder ses problèmes psy, lui qui se sent

quelquefois possédé. Pendant une prière matinale en détention, « *mes yeux se sont révoltés, j'entendais des voix.* » Direction l'hôpital psychiatrique.

« J'ai pris feu »

Plus récemment, « *j'ai ressenti des trucs bizarres. J'ai pris feu, les surveillants avaient peur. J'ai appelé la force de Dieu.* » Fumer du shit le calme, « *c'est homéopathique.* »

Condamné notamment pour des violences, une évasion du commissariat de police du Havre et un braquage, Massamba Gueye assure « *avoir grandi, j'ai 40 ans. Tout ça, c'est derrière moi.* »

Il opte pour une positive attitude. Mais la rancœur lui serre la gorge : « *J'ai sauvé la vie d'un détenu au risque de la mienne. Et personne n'a jamais rien dit, c'est vraiment triste !* »

Lire aussi

[Sorties, visites, jeux... Le Havre propose de nombreuses activités aux seniors pendant une semaine](#)

[Pour cette nouvelle saison 2026, la fête est-elle finie au Club nautique havrais ?](#)

[Croisières, plan social, alerte à la bombe, galère des locataires... le point actu à 20 h](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Justice Rouen \(Seine-Maritime\) Le Havre](#)

Ça se passe aussi vers

[ici.fr](https://www.ici.fr)

À Rouen, le foyer des Cèdres qui accueille des personnes vulnérables va fermer à la fin de l'année 2026

Simon Maunoury

4-5 minutes

Publié le lundi 11 mai 2026 à 19:50

C'est une INFO ICI Normandie, le foyer des Cèdres à Rouen va fermer fin 2026. L'association Emergences, en redressement judiciaire depuis mars 2025, n'a pas les moyens de faire des travaux pour remettre les bâtiments aux normes de la Haute Autorité de Santé.

Il se vide peu à peu de ses occupants. Le centre d'hébergement et de réinsertion sociale des Cèdres à Rouen **va fermer officiellement d'ici la fin de l'année 2026**. L'association Emergences qui occupe les locaux est en redressement judiciaire depuis mars 2025 et n'est pas en mesure de financer les travaux de rénovation dans des bâtiments qui ont **une surface totale de 7.000 m²**.

Cette structure accueille près de 150 résidents : des sans-abris, des personnes en lien avec de l'addictologie, mais aussi des femmes victimes de violences.

Des travaux de rénovation à plusieurs millions d'euros

"La réhabilitation de ce bâtiment doit être effectuée pour répondre à des

conditions d'hébergement qui sont en lien avec la Haute Autorité de Santé, ce que l'on appelle 'les qualités d'hébergement'. Aujourd'hui, on ne les respecte pas", explique le directeur général de l'association Emergence, Antoine Raulet, **qui estime les travaux à plusieurs millions d'euros.**

Le redressement judiciaire a permis à l'association de retrouver des comptes sur 2025, *"qui s'approchent de l'équilibre",* selon le directeur, qui **affiche de l'optimisme pour la suite.** *"Il y a eu des économies drastiques",* précise-t-il, *"mais de par cette procédure, nous ne sommes pas en capacité d'aller rechercher des financements aussi énormes pour réhabiliter le bâtiment."*

Une solution de relogement pour chaque résident

Un courrier a été envoyé à tous les salariés et les résidents du foyer des Cèdres, expliquant les raisons de cette fermeture. En amont, **la direction a pu leur annoncer de vive voix** afin de leur expliquer les difficultés rencontrées par l'association depuis plusieurs années.

La prochaine mission sera de **reloger tous les résidents.** Certains sont d'ores et déjà partis, *"mais ce n'est qu'une minorité",* assure Antoine Raulet, pour qui le travail doit se poursuivre avec les bailleurs sociaux, la ville de Rouen mais aussi l'agglomération. *"Un gros travail est fait avec les équipes des travailleurs sociaux sur 'les notes sociales', le fait de suivre chaque personne de façon individuelle. Quelles sont leurs capacités ? Quelles sont leurs ressources ? Dans quel type de logement on pense les voir par la suite ? Des critères afin de capter des logements dans un premier temps, puis de faire appel à nos partenaires. On est bien armé pour passer ce tournant."*

D'ici l'été, **une permanence sera installée** une fois par semaine pour

répondre aux questions et aux inquiétudes des résidents ou des salariés.

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- L'association rouennaise Emergence-s, placée en redressement judiciaire depuis mars a demandé une prolongation de six mois de la période d'observation. Le tribunal judiciaire de Rouen rendra sa décision le 18 septembre. Les salariés s'inquiètent d'un probable plan social.

Le 05/09/2025 à 18:25

- Les 127 salariés du site Ziegler de Grand-Couronne (Seine-Maritime) se sont rassemblés ce vendredi 6 mars 2026, quatre jours après l'annonce du placement en redressement judiciaire de l'ensemble de la filiale française du groupe belge Ziegler.

Le 06/03/2026 à 18:01

- Extension du tribunal de Dieppe, nouveau palais de justice à Rouen, rénovation de la maison d'arrêt Bonne-Nouvelle, le Garde des sceaux, Gérald Darmanin, a annoncé plusieurs chantiers importants pour la justice en Seine-Maritime.

Le 12/05/2025 à 17:28

[ouest-france.fr](https://www.ouest-france.fr)

100 700 projets de recrutement en Normandie en 2026

Marc BRAUN

6-8 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Selon l'enquête annuelle « Besoin de main-d'œuvre » réalisée par France Travail en Normandie, il ressort qu'une entreprise sur quatre prévoit d'embaucher, soit 100 700 projets de recrutement à la clef dans la région. Une tendance à la baisse par rapport à 2025. Le point sur les métiers les plus recherchés par département.



Les serveurs de café-restaurant figurent parmi les emplois les plus recherchés. | MARC OLLIVIER/OUEST-FRANCE

Modifié le 12/05/2026 à 10h10 Publié le 11/05/2026 à 18h01

Pour cette enquête portant sur 2026, France Travail a interrogé, fin 2025, 82 000 établissements : 20 648 ont répondu sur leurs projets de création, de remplacement de postes en CDI, à temps partiel ou saisonniers. La Seine-Maritime concentre le plus d'intentions d'embauches avec 34 897 projets, soit 35 % du total en Normandie. Viennent ensuite le Calvados avec 27 166 projets et 27 % des intentions d'embauche, la Manche avec 18 % des projets, l'Eure avec 13 % et l'Orne avec 7 %. Dans la Manche 26,7 % des établissements ont prévu de recruter, 24,9 % dans le Calvados, 21,8 % en Seine-Maritime, 21,4 % dans l'Orne et 20 % dans l'Eure.

Lire aussi : [Des milliers d'embauches et de plus en plus de formations : en Normandie, le secteur du nucléaire est en plein essor](#)

Les services en pole position

Près d'une entreprise normande sur quatre (23 %) envisage de réaliser au moins une embauche au cours de l'année 2026, une tendance à la baisse cependant par rapport à l'année précédente (-10 %). C'est dans l'industrie manufacturière que la part d'établissements envisageant d'embaucher est la plus importante (30,6 %). Mais ce sont bien les services aux particuliers (santé humaine, action sociale, hébergement, restauration, administration publique) qui se posent en premiers pourvoyeurs d'emploi cette année.

Les métiers les plus recherchés

La vente, le tourisme et les services concentrent 39 % des intentions régionales, soit 39 269 projets de recrutement envisagés pour 2026. Les métiers d'aides à domicile et auxiliaires de vie, de serveurs de café-

restaurant, d'agents d'entretien de locaux, d'aides de cuisine et d'employés polyvalents de la restauration sont les profils les plus recherchés. Le social et médico-social recensent 15 % des projets régionaux, soit 15 402 intentions d'embauche. Plus de 4 200 projets concernent d'ailleurs des aides-soignants. Les ouvriers des secteurs de l'industrie représentent 11 % des besoins évoqués en Normandie, avec 11 553 projets de recrutement. Les projets concernant des ouvriers peu qualifiés des industries agroalimentaires sont les plus nombreux.

Lire aussi : [Recrutement des cadres en Normandie : 2025 en retrait, mais 2026 source d'espoir](#)

Difficultés de recrutement en recul

Les employeurs anticipent des difficultés de recrutement pour 48 % de leurs projets (- cinq points par rapport à 2025). Si la part des difficultés est en recul sur tous les secteurs, la diminution est plus forte dans le commerce (-10 points). Les difficultés sont en baisse de sept points dans la construction, domaine d'activité dans lequel elles restent toutefois les plus fortes (68 % sur plus de 7 000 projets).

france3-regions.franceinfo.fr

Meetings, réunions d'appartement... Comment Édouard Philippe compte être "le" candidat de la droite pour la prés

Mathilde Riou, AFP

4-5 minutes

Édouard Philippe a tenu, ce dimanche 10 mai 2026, une réunion de cadres de son parti Horizons. À un an de l'élection présidentielle, son discours avait des notes de meeting de campagne où l'ancien Premier ministre a dévoilé les grandes lignes de son programme.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Dans la course à l'Élysée, Édouard Philippe est le premier à présenter son dispositif de campagne présidentielle. Face à aux cadres de son parti Horizons venus l'écouter à Reims, il a déroulé son ambition, son calendrier et les principaux axes de son programme.

L'ancien Premier ministre a reconnu que les Français n'étaient pas

encore dans la campagne présidentielle mais de son côté tout est déjà bien programmé.

À un an de l'échéance, il a présenté son agenda. D'ici son grand meeting prévu le 5 juillet à l'Adidas Arena à Paris, l'ancien Premier ministre a égrainé le planning des prochaines semaines. Le 25 juin, le parti va tenir 1 000 réunions d'appartement simultanées.

La présidente des Jeunes Horizons Marine Cazard va lancer "une campagne de consultation des jeunes Français".

La vice-présidente, Christelle Morançais, va mener *"une grande consultation des chefs d'entreprises et des fédérations professionnelles"*, un public de choix pour Horizons, afin d'*"identifier les complexités"* et préparer *"une ordonnance de suppression"* de normes.

Édouard Philippe consultera les partenaires sociaux *"à partir de septembre"* et le programme sera progressivement dévoilé *"après l'été"*.

Il a rappelé qu'il était à la tête d'un parti de droite et d'une ville populaire *"au sens le plus noble du terme"*.

Saluant la députée havraise Agnès Firmin-Le Bodo assise au premier rang, Édouard Philippe cite son bilan comme exemple : *"une ville dans laquelle avec mon équipe (...) nous avons su construire une dynamique de rassemblement fondé sur le sérieux, sur l'écoute, sur la capacité à tracer des perspectives"*.

Édouard Philippe défend un projet présidentiel axé autour de quatre points cardinaux : produire, protéger, éduquer et soigner. Il se dit prêt à gouverner, mais pas avec n'importe qui : *"il faudra construire une majorité, proposer une majorité législative nouvelle, ouverte, rassemblant explicitement la droite et le centre et refusant explicitement le mirage d'une union avec la droite extrême"*.

Accro à la boxe, il a réaffirmé son opposition à toute union avec l'extrême droite, qu'il souhaite mettre KO comme La France insoumise.

"Nous basculons dans une autre séquence qui nécessitera une autre organisation", a encore expliqué Édouard Philippe. D'où la désignation d'une *"direction collégiale"* de campagne formée par l'eurodéputé et ami de 30 ans du maire du Havre, Gilles Boyer, du secrétaire général du parti et maire d'Angers, Christophe Béchu, et de l'ancienne ministre et ancienne députée Renaissance Marie Guévenoux, autrefois responsable des jeunes à l'UMP sous Alain Juppé.

Face aux cadres de son parti Horizons, le maire du Havre affirme son orientation politique sans renier son passé de Premier ministre et défend son bilan à Matignon : *"Je suis fier d'avoir été le seul Premier ministre de ces dix dernières années à avoir réduit en même temps, si vous me passez l'expression, le chômage, les impôts et le déficit"*.

Il a aussi évoqué la stratégie : *"créer un nouvel espace politique"* pour recueillir, après la présidentielle, une majorité à l'Assemblée nationale, de *"la droite et du centre"*.

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

Quelles sont les solutions face à la pénurie de dermatologues qui s'aggrave en Normandie ?

Patricia Lionnet

14–18 minutes

Secteur au bord du burn-out. Manque de spécialistes, vieillissement de la population, abus de rendez-vous avec de mauvaises raisons de consulter, méconnaissance du parcours de soins... Comment arriver à surmonter la grave crise qui frappe le milieu de la dermatologie ? Paroles de praticiens d'Évreux, du Havre, de Rouen.



Par [Patricia Lionnet](#)

Publié: 11 Mai 2026 à 19h01 Temps de lecture: 4 min





Le dermatoscope est l'instrument utilisé les spécialistes de la peau pour étudier de façon précise les lésions cutanées. - Paris Normandie Boris Maslard

Il s'agit du sport préféré des Français. Dénigrer, râler, pointer du doigt. Sans chercher (toujours) à comprendre. En la matière, la spécialité médicale en même temps la plus discrète et la plus malmenée du moment suscite l'ire de la part de patients souvent dépités, inquiets et en colère. « Où sont passés les dermatologues ? », « Pourquoi est-ce si compliqué d'en trouver ? » ou encore « Ils feraient mieux de libérer leurs créneaux au lieu de pratiquer l'esthétique » (*lire par ailleurs*)... Ce sont quelques-unes des remarques acerbes (et souvent injustifiées) entendues auprès des Normands.

Avant même d'être vus, les patients arrivent souvent dans les cabinets en disant que c'est « *la galère* », que c'est « *compliqué* », et « *pas normal* ». « *Ils nous reprochent de ne pas avoir de rendez-vous, et nous demandent en fin de consultation des créneaux pour leur mère, leur père, leur frère, leur voisin... Sans compter le nombre de personnes qui nous montrent des photos de leur famille pour que nous donnions un avis. Juste un coup d'œil (...). C'est notre quotidien* », détaillent Sylvie Bechu et Agnès Samain, dermatologues, installées dans le même cabinet libéral à [la clinique Mathilde à Rouen](#), dont les agendas sont « *surchargés* ».

La situation n'est pas vraiment meilleure en milieu hospitalier. Le jeune docteur Guillaume Font, spécialiste de la peau et de la vénéréologie au

[centre hospitalier Eure Seine Évreux](#) affirme que « *c'est une pression constante de la part des patients parce qu'il y a beaucoup, beaucoup de demandes et malheureusement, je ne peux pas multiplier mes créneaux à l'infini (...). Il arrive que l'on reçoive des recommandés de personnes nous signalant qu'ils n'arrivent pas à avoir un rendez-vous et que nous devons les prendre. Nous ne sommes pas la cause du problème, mais une partie de la solution en faisant notre travail. Le problème de fond est d'ouvrir les vannes pour qu'il y ait davantage de dermatologues. C'est plus une question politique que médicale finalement.* »

La « dermatobashing » très en vogue actuellement

Ce spécialiste a signé [la pétition, reconnue par l'Assemblée nationale, mise en ligne en décembre 2025](#) par 350 dermatologues pour alerter pouvoirs publics et citoyens de la grave crise sanitaire. Et pour contrer une « dermatobashing » très en vogue actuellement en particulier dans certains médias télé qui cherchent plus à faire peur qu'à informer. Même si, avec seulement 2 880 praticiens sur le territoire, les délais sont souvent longs (les urgences assurées ne sont pas comptées), les rendez-vous sont presque impossibles à obtenir par les plateformes. « *Et la pénurie va s'aggraver avec 30 % de médecins en moins en France en 2030 après avoir déjà perdu 22 % de l'effectif existant en dix ans* », relève Pierre Hamann, cosignataire de la pétition « Urgence pénurie de dermatologues », praticien hospitalier et responsable de l'Unité fonctionnelle de dermatologie du CHU de Bicêtre APHP (Assistance publique).

Et l'enjeu est crucial avec des diagnostics tardifs et des aggravations de pathologies chroniques. Au moment où [l'OMS \(Organisation mondiale de la santé\)](#) a fait des maladies de peau une priorité mondiale de santé publique via une résolution adoptée le 24 mai 2025.

Ce qui reste de la théorie avec des départements français sans accès à un dermatologue. Ce qui n'est pas le cas en Normandie, même si la densité de spécialistes pour 100 000 habitants reste, en 2025, faible : 3,7 contre 4,8 au plan national (lire l'infographie) L'Eure est un parent pauvre alors que la Seine-Maritime et le Calvados – pas un hasard, c'est à Rouen et Caen que se situent [les facs de médecine](#) – tentent de garantir un minimum de soins, même si des Normands restent en souffrance, sans suivi médical.

« Il y a eu une gestion comptable de la médecine »

Le principal levier d'amélioration réside dans l'augmentation des capacités de formation « grâce à une action politique volontaire », comme le stipule la pétition. « *Il y a eu une gestion comptable de la médecine. Les pouvoirs publics ont imaginé qu'en réduisant le nombre de médecins, les dépenses allaient baisser. Ce sont eux les responsables et maintenant, ils nous tapent sur les doigts, et demandent de former des assistants et d'augmenter les consultations !* », s'agace Sylvie Bechu. Les statistiques sont tenaces. Le docteur Pierre Hamann souffle que depuis « *pratiquement quinze ans, le nombre de postes disponibles après le [concours d'internat](#) reste bloqué à des chiffres qui sont en dehors de toute réalité. Les quotas en dermatologie restent les mêmes.* » Lorsque ce spécialiste a passé les épreuves en 2016, 92 dermatos étaient formés pour toute la France pour l'année. « *Comme nous râtons un peu, nous avons réussi à franchir la barre des 105 pour redescendre à 102.* » Alors qu'il en faudrait 150 pour être à un niveau correct.





Les cancers de la peau représentent à eux seuls un tiers de l'ensemble des cancers diagnostiqués, avec 200 000 nouveaux cas par an. - Paris Normandie-Boris Maslard

Avec la psychiatrie et la pédiatrie, la dermatologie se hisse parmi les spécialités médicales les plus sinistrées. La gynécologie obstétrique respire un peu grâce à des possibilités de prescriptions de la part [des sages-femmes](#). [L'ophtalmologie](#) sort également la tête de l'eau grâce au travail aidé.

« Le généraliste reste le chef d'orchestre »

Avec une population vieillissante et des départs en [retraite](#) en nombre ces prochaines années, les praticiens de la peau, des ongles et du cuir chevelu demandent une « *amélioration des conditions d'exercice* », alors que tous les professionnels rencontrés affirment que l'attractivité pour le métier est forte. « *Il arrive dans le top 3 des choix des jeunes en médecine bien classés avec la radiologie et l'ophtalmologie* », disent-ils.

Aux dermatologues de trouver des solutions et de se mobiliser pour améliorer l'offre de soins. D'autant plus que le gouvernement répète à l'envi que « *s'il n'y a pas assez de dermatos, c'est parce qu'ils ne font pas de dermatologie* » et que « *la spécialité va disparaître avec l'IA, ce*

qui est faux, vexatoire et qui montre bien le niveau de connaissance du dossier », raille Pierre Hamann.

Face à ce problème de [démographie médicale](#), le docteur Martin-Xavier Doré affirme que « *si on multiplie les dermatologues pour faire les mêmes choses c'est à dire pour se retrouver face à de la bobologie, des choses pas graves, cela ne sert à rien.* » Une manière pour ce spécialiste installé dans le centre du Havre de dire que « la sélection » des patients est primordiale. Avant d'arriver dans son cabinet, comme chez les autres, et comme pour d'autres spécialités (sauf l'ophtalmologie, la gynécologie, la stomatologie, [la psychiatrie](#) chez les moins de 26 ans), il est impératif de suivre le parcours de soins coordonnés. Le conseil donné par tous les praticiens contactés.

« Le généraliste est le chef d'orchestre, celui qui reçoit les patients aux premières intentions et qui va ou non les orienter vers une autre spécialité que la sienne. Dire que l'on cherche un dermato sans passer par lui n'est pas le bon processus », détaille le clinicien havrais. Une étape qui permet, en plus, d'être mieux remboursé.

« Les motifs de consultation ne sont pas toujours justifiés. Il y a un abus avec des petits contrôles inutiles »

Agnès Samain, Dermatologue à Rouen

Guillaume Font, depuis l'hôpital ébroïcien, ajoute qu'il « *ne faut pas minimiser le rôle du médecin généraliste dans la prise en charge dermatologique. Techniquement, il est formé pour les dermatoses les plus courantes que ce soit de l'eczéma, de l'acné. Il est le premier recours pour toutes les problématiques dermatologiques* ».





Le cancer de la peau reste l'un des cancers les plus meurtriers chez les moins de 50 ans. - Paris Normandie Boris Maslard

Alors, bien sûr, encore faut-il avoir trouvé un médecin traitant... En tout cas, ce premier passage, s'il était respecté par une majorité de personnes en quête d'un rendez-vous chez le dermatologue, permettrait de désengorger les salles d'attente pour [de « vraies » pathologies](#). « *Les motifs de consultation ne sont pas toujours justifiés. Il y a un abus avec des petits contrôles inutiles* », précise la docteure rouennaise Agnès Samain. Les spécialistes prennent, en effet, en charge 1 000 maladies (et 6 000 en comptant les bénignes), dont notamment les maladies chroniques inflammatoires de la peau.

Mais alors, la campagne nationale qui appelait à faire un contrôle régulier de la peau, que devient-elle ? « *Il y a eu un côté délétère* », remarque la profession.

« *Oui au dépistage*, lance Martin-Xavier Doré, *mais il est intéressant si on cible une population. Faire du dépistage, ce n'est pas le faire auprès de 67 millions de Français. Il y a un peu plus de cancers de la peau dans le Grand Ouest. Les Normands et les Bretons se mettent au soleil quand il fait beau. Les Marseillais se protègent de la chaleur. Comme il y a plus*

de mélanomes chez les Danois que chez les Espagnols. Le mode de vie est important, comme d'aller voir son médecin quand on remarque quelque chose d'anormal. »

« Vous voyez, là, on me sollicite pour quelque chose de moche »

Martin-Xavier Doré, Dermatologue au Havre

En termes de bénéfices de santé publique, il est donc préférable, selon les experts de la peau, de se concentrer sur « *ces personnes qui ont beaucoup de grains de beauté, des antécédents familiaux, une peau claire, des yeux bleus.* » C'est ce qu' on appelle un « phototype cutané à risques ».

Une des réponses immédiates et concrètes face au manque de dermatologues consiste à travailler en réseau sous forme de téléexpertise où un généraliste va demander un avis au spécialiste. Rien à voir avec la téléconsultation qui permet à un malade de parler à un médecin par le biais d'un écran. Dans l'Eure et en Seine-Maritime, un dispositif permet aux médecins généralistes de transmettre directement au CHU de Rouen et au Groupe hospitalier du Havre des demandes de téléexpertise en dermatologie pour leurs patients. Et dans les deux départements, un système « en libéral » a été mis en place depuis cinq ans, après [le Covid](#). Il fonctionne au Havre où tous les dermatos jouent le jeu et à Rouen avec six praticiens. En 2024, ils étaient au moins deux dans l'Eure.

« On nous demande notre expertise sans voir le patient à partir d'une photo. Cela marche bien, c'est une vraie démarche, qui rend service, payée par l'Assurance maladie 23 € pour chaque suivi. Mais, c'est une charge de travail supplémentaire qu'il faut caser dans nos agendas surbookés », remarquent Sylvie Bechu et Agnès Samain.





Associé au soleil, le mélanome particulièrement agressif, atteint 17 922 nouveaux cas annuels, un chiffre qui double chaque décennie. - Photo d'archives Paris Normandie-Boris Maslard

Depuis la création de cette plateforme de téléexpertise, Martin-Xavier Doré a pratiqué 2 000 recommandations. « *De temps en temps, cela accélère la prise en charge pour certains problèmes graves* », décrypte-t-il depuis sa salle de [consultation](#) en montrant un exemple. « *Vous voyez là, un généraliste me sollicite pour quelque chose de moche visible sur la photo. Je connais le contexte et l'histoire du patient. Son téléphone s'affiche tout de suite. J'ai fait les démarches pour que le malade soit opéré rapidement.* »

Par ailleurs maître de stage, le praticien accueille pendant six mois un « docteur junior », qui a obtenu sa thèse et poursuit sa formation dans ce cabinet. Après six ans en médecine à Clermont-Ferrand, Fjola Chambres a choisi de « *faire* » dermatologie à Rouen. Et se rend compte concrètement des fortes demandes. « *Nous avons un devoir déontologique vis à vis des patients, nous faisons notre maximum pour trouver des astuces pour faciliter le parcours de soins.* » Un avenir à fleur

de peau...

Pour prendre RDV en dermatologie :

AU CHU de Rouen : il faut adresser la lettre du médecin qui demande un avis et mettre ses coordonnées par courrier à l'adresse : service de dermatologie, Hôpital Charles-Nicolle; 1, rue de Germont 76031 Rouen cedex 1. Ou par mail à l'adresse : dermatologie.secretariat@chu-rouen.fr . Vous pouvez également déposer les documents requis à l'accueil du service de dermatologie : rdc de la porte 12, cour Germont.

A l'hôpital Monod du Havre-Montivilliers, vous devez téléphoner le 1er jour ouvré de chaque mois uniquement (02 32 73 33 28) en étant adressé par son médecin traitant.

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Santé Le Havre Rouen \(Seine-Maritime\) Eure Normandie](#)

NEWSLETTER GRAND ANGLE

Recevez gratuitement vos articles Grand angle dans votre boîte mail [en cliquant ici](#)

Lire aussi



[lecourriercauchois.fr](https://www.lecourriercauchois.fr)

Météo. Des gelées blanches attendues sur une partie de la Seine-Maritime

Adrien Verger

~2 minutes

Après une journée de lundi 11 mai venteuse, la Seine-Maritime va connaître une nuit froide entre lundi et mardi. En cause, un ciel bien dégagé et un vent faible, des conditions propices à une nette baisse des températures. Dans les campagnes, des gelées blanches pourraient même faire leur apparition au lever du jour.

Des gelées blanches dans les terres

"C'est surtout en campagne que le risque de gelées blanches est le plus probable, avec des valeurs minimales comprises entre 1 et 3°C", indique ce lundi 11 mai Benoît Morel, spécialiste météo de Seine-Maritime.

Une nuit plus douce sur le littoral

Le littoral sera un peu moins exposé à cette baisse du thermomètre. Sur les côtes, les minimales devraient rester plus douces, autour de 7 à 8°C au cours de la nuit.

Entre 9 et 12°C mardi matin

Pour la matinée de mardi, les températures remonteront légèrement

avec des valeurs comprises entre 9 et 12°C. Le vent sera moins présent que ce lundi. Dans l'après-midi, le mercure grimpera entre 13 et 17°C selon les secteurs. Côté ciel, nuages et éclaircies devraient se partager l'atmosphère aussi bien le matin que l'après-midi.

[lecourriercauchois.fr](https://www.lecourriercauchois.fr)

Seine-Maritime. "Restaurer la confiance" : comment des associations locales agissent face à la crise agricole

Le Courrier Cauchois

3-4 minutes

Lundi 27 avril, la commune cauchoise de [Limésy](#), près de Pavilly, a accueilli un moment fort de solidarité en faveur du monde agricole. En présence du maire, [Jean-François Chemin](#), une convention de partenariat a été signée entre l'[Amicale des décorés du Mérite agricole de Seine-Maritime](#) et la [Confrérie Saint Fiacre de Rouen](#). Le document a été paraphé par les présidents respectifs, [Nicole Lavie](#) et [Vincent Lecointre](#).

Au service des agriculteurs en difficulté

A travers cet accord, les deux partenaires s'engagent dans une collaboration étroite visant à apporter un soutien humain et financier aux professionnels de l'agriculture et à leurs familles confrontés à des situations difficiles. L'objectif commun est de répondre concrètement aux fragilités croissantes du monde agricole.

Des acteurs historiques et engagés

Fondée au XVIII^e siècle, la Confrérie Saint Fiacre de Rouen œuvre à la

promotion de l'art végétal, du jardinage, de l'horticulture et du maraîchage. Elle développe des actions d'entraide en faveur des personnes fragilisées, qu'elles soient confrontées à des difficultés financières, sociales ou liées au handicap.

- **A lire aussi.** [Saint-Arnoult. Première récolte de fraises aux Fruits des Prés](#)

De son côté, l'Amicale des décorés du Mérite agricole de Seine-Maritime, fondée en 1981, rassemble les titulaires de cette distinction et des sympathisants afin de renforcer les liens entre eux, promouvoir les métiers agricoles et soutenir activement le monde rural. Elle agit en faveur de la transmission des savoirs, du lien avec l'enseignement agricole et du maintien d'un tissu rural vivant.

Avec des structures spécialisées

Lors de la signature, Jean-Joseph Roussignol et [Xavier Larchevêque](#) étaient présents. Le premier est président de [Solidarité Paysans 76](#). Le second est directeur de [Réagir 27/76](#). Ces deux associations, reconnues pour leur accompagnement des agriculteurs en difficulté, jouent un rôle clé dans ce dispositif. Les aides financières accordées par les signataires de la convention sont exclusivement destinées aux exploitants suivis par elles deux. Ce choix est réfléchi. *"Difficultés financières, problèmes de santé, isolement ou ruptures, Solidarité Paysans 76 et Réagir 27/76 interviennent dès les premiers signes de fragilité. Leur action repose sur des valeurs fortes : restaurer la confiance, rompre l'isolement et renforcer l'autonomie, donner accès à l'information et aux droits, respecter les choix et le rythme de la personne accompagnée, intervenir dans la confidentialité, lutter contre la précarisation"*, justifient les partenaires. *"Grâce à un réseau de*

bénévoles et de professionnels expérimentés, ces associations proposent un accompagnement dans la durée : appui à la gestion des exploitations, aide à la restructuration des dettes, accompagnement administratif, médiation en cas de conflit, mais aussi écoute et soutien moral."